

CONSEIL GENERAL - SERVICE DES AFFAIRES JURIDIQUES

1507 W	Dossiers Assistance juridique année 2010.	2010
1507 W 0001	<p>Assistance juridique. – Modalités de signature d'une convention – SILENE ; Définir le signataire d'une convention de passage ; Quel type de contrat pour la gestion du centre d'astronomie ; Vérification d'une convention sur le compostage dans les collèges avec le SYDEVOM ; Un locataire du Département, avec un bail verbal, peut-il sous-louer un local ? Vérification d'un contrat de prestations intellectuelles ; Convention CG-EDF ; Quel est le délai de prescription de la garantie contractuelle en matière de travaux ; Passation d'un bail emphytéotique administratif avec la gendarmerie (2 pochettes) ; ASSOCIATIONS : Qu'est-ce qu'une association transparente ? Vérification du règlement intérieur de la réserve géologique ; VOIRIE : Assistance dans le cadre d'une expertise (Thuiles) ; Obligation de déneigement (Col de Vars) ; Assistance pour la contestation d'un arrêté préfectoral (pont de l'Abéous) ; Vérification d'un courrier adressé à un particulier et concernant le mauvais état de sa propriété (Banon) ; Modalités d'une vente d'une route du domaine public ; ECONOMIE : Récupération de la TVA dans les groupements de commande ; Peut-on pratiquer des discriminations territoriales dans l'application de tarif de services publics locaux ? Peut-on se dédouaner de sa qualité de caution (prescription quadriennale) ? ; MARCHES PUBLICS : L'ADT est-elle soumise au code des marchés publics ? Avances forfaitaires dans les marchés publics ; Droit de la propriété intellectuelle dans les marchés publics ; Délégation de maîtrise d'ouvrage ; URBANISME : Analyse juridique sur la notion d'emplacement réservé ; INTERCOMMUNALITE : De quelles façons les communes peuvent-elles s'associer pour partager les compétences ? CULTURE : Vérification d'une convention entre le Département et l'association Alpes de Lumière concernant les collections du musée de Salagon.</p>	2010
1507 W 0002	<p>Assistance juridique. – SOCIAL : Validation d'une convention de partenariat avec la Chambre des notaires pour les recours en récupération ; Assistance dans le cadre d'un appel de la PMDPH devant la Cour des incapacités d'Amiens concernant l'attribution d'une PCH ; Demande relative à la période d'essai des assistants familiaux (contrat de travail) ; Procédure quand un usager se voit couper ou réduire l'eau, l'électricité...par le fournisseur ; Assignation en référé devant le Conseil des Prud'hommes de Nice ; Peut-on considérer le déménagement d'un assistant familial comme une démission ? Doit-on payer une indemnité de retraite à un assistant familial qui a atteint 65 ans ? Quelle est la responsabilité du Département quand un mineur confié à l'ASE est placé dans un établissement ? Modalités de radiation d'un bénéficiaire</p>	2010

du RSA suite à une suspension de son allocation ; Le fait de posséder un chien de catégorie 2 peut-il avoir une conséquence sur l'attribution d'un agrément d'assistant maternel ? Faut-il la signature des deux parents mariés pour admettre un enfant à l'ASE ? Vérification d'arrêtés d'admission de l'ASE et comme pupille d'Etat ; Capacité d'accueil d'établissements sociaux (MECS) ; Quel est le rôle du Département dans l'accueil des mineurs hors du domicile parental ? Doit-on obtenir l'accord des deux parents pour la mise en place de l'aide à domicile ?

Assistance de l'ASE dans le cadre d'une assistante familiale voulant suspendre son activité et se diriger vers la profession d'assistante maternelle ? La saisine du JAF en matière d'obligation alimentaire est-elle suspensive ? Le recours aux hypothèques en matière d'aide sociale est-il obligatoire ? Valeur d'une Kafala (recueil de droit musulman) en France ? Conséquences des mentions sur le bulletin n°3 du casier judiciaire d'un majeur au domicile d'un assistant maternel pour son agrément ? Recours du RSA; Assistant familial : rupture conventionnelle pour un CDI

Peut-on par dérogation décider de neutraliser les ressources professionnelles si le bénéficiaire du RSA perçoit un revenu de substitution ? Equipes pluridisciplinaires : décisions de suspension RSA / CLI ; Interrogation sur l'interprétation de textes relatifs au RSA ; Les époux restent-ils solidaires des dettes alors qu'ils sont en instance de divorce ? Solidarité de la dette pour un couple non marié (inclus ASF et RMI) ; CADA : Transmission d'un rapport social dans le cadre d'une procédure contentieuse ; Communication de documents de marchés publics ; Diffusion d'une liste nominative d'aidants familiaux ; Demande de réutilisation des cahiers de recensement et des registres d'état civil de plus de 75 ans par notre famille.com ; Communication de documents à l'Ambassade de France en Colombie – Usurpation d'identité ; Transmission d'informations aux renseignements généraux ; ACTE ADMINISTRATIF : Doit-on passer en session les avenants financiers ? Désignation d'élus au sein du conseil de surveillance des hôpitaux; Vérification d'arrêtés du Service Territoire et Europe ; Refus de récupérer un courrier avec A/R ; Délégation de signature aux collaborateurs de Cabinet ; Délégation de signature – MDPH ; ENVIRONNEMENT : Quelle est la valeur d'une délibération du Parc du Verdon ? Un maire peut-il restreindre l'installation de centrales solaires sur les terrains privés ? La valeur juridique des sites répertoriés à l'inventaire ZNIEFF (Lac de Mison) ; Vérification d'une convention sur les ENS ; SUBVENTION : Assistance dans le cadre de la création du règlement du guide des aides départementales ; Application de l'article 22 de la loi du 23 mai 2006 sur l'obligation de déclarer les subventions versées ; Peut-on modifier les modalités de financement d'une subvention ? DIVERS : La réglementation des parcours aventure ; Le Département est-il compétent en matière de lutte contre les moustiques ? Peut-on considérer

Archives départementales des Alpes-de-Haute-Provence

un contrat de délégation de service public alors que le
délégataire ne veut plus assurer ses obligations ?